

Rapport financier

Du 1^{er} semestre 2024



ReXel

un monde d'énergie



Société anonyme
au capital social de 1,508,675,000 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier

Premier semestre 2024

I. Résultats consolidés	<u>3</u>
II. États financiers consolidés	<u>23</u>
III. Rapport des commissaires aux comptes	<u>48</u>
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel	<u>51</u>

I. Rapport semestriel d'activité

SOMMAIRE

1. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT DU GROUPE	5
1.1 SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE	5
1.1.1 <i>Présentation générale du Groupe</i>	5
1.1.2 <i>Evénements significatifs de l'exercice</i>	6
1.1.3 <i>Saisonnalité</i>	6
1.1.4 <i>Effets liés aux variations du prix du cuivre</i>	6
1.1.5 <i>Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté</i>	6
1.2 COMPARAISON DES RÉSULTATS AU 30 JUIN 2024 ET AU 30 JUIN 2023	9
1.2.1 <i>Résultats consolidés du Groupe Rexel</i>	9
1.2.2 <i>Europe (50,6 % du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	12
1.2.3 <i>Amérique du Nord (42,8 % du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	14
1.2.4 <i>Asie-Pacifique (6,5 % du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	15
1.2.5 <i>Autres activités</i>	17
2. TRESORERIE ET CAPITAUX	18
2.1 FLUX DE TRÉSORERIE	18
2.1.1 <i>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</i>	18
2.1.2 <i>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</i>	19
2.1.3 <i>Trésorerie nette provenant des activités de financement</i>	20
2.2 SOURCES DE FINANCEMENT	20
3. ACQUISITION EN COURS	20
4. PERSPECTIVES	22
5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	22

1. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Sauf mention contraire, le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

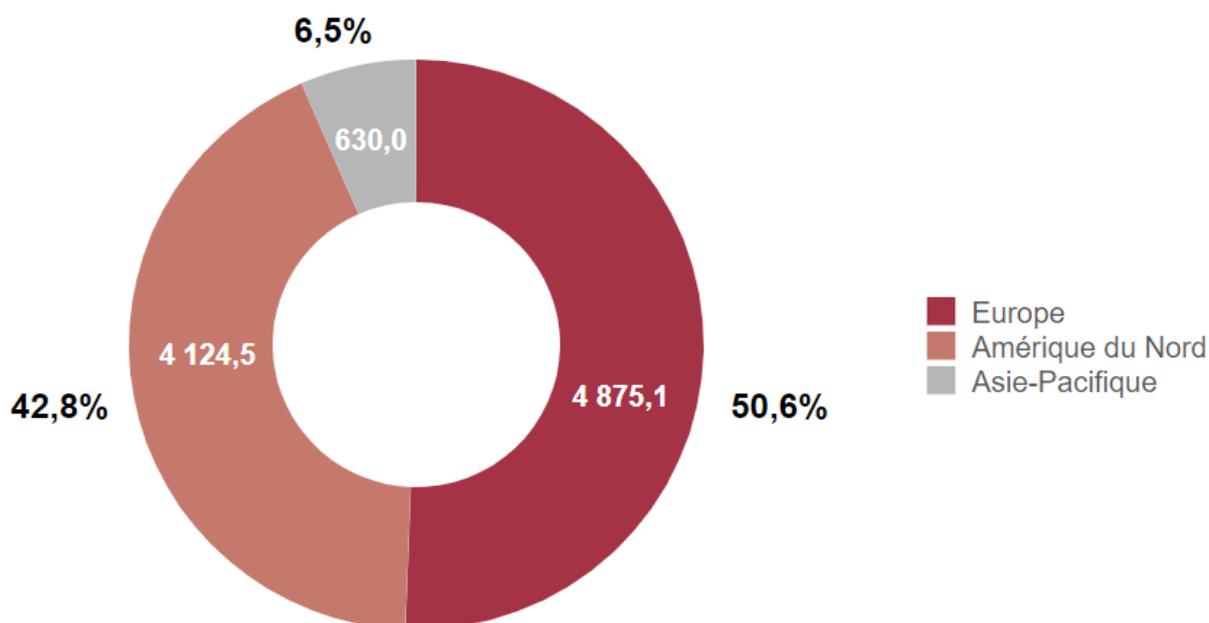
Le rapport d'activité analyse les résultats financiers, la liquidité financière et les ressources du Groupe pour la période close au 30 juin 2024.

1.1 SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

1.1.1 Présentation générale du Groupe

Rexel est un expert mondial de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Le Groupe organise son activité autour de trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du reporting financier du Groupe.

Au premier semestre 2024, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 9 629,7 millions d'euros dans les zones géographiques suivantes :



Les activités du Groupe en Europe (50,6 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (38,3 % du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas, en Finlande, en Irlande, en Italie, en Slovénie et au Luxembourg.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (42,8 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux États-Unis et au Canada, pour respectivement 82,0 % et 18,0 % du chiffre d'affaires de cette zone.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (6,5 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie (46,3 % du chiffre d'affaires de cette zone), en Chine (38,9 %), en Nouvelle-Zélande et en Inde.

1.1.2 Événements significatifs de l'exercice

En matière d'acquisitions, Rexel a conclu l'acquisition en Juin 2024 de Talley, l'un des principaux distributeurs de produits et solutions d'infrastructure sans fil aux États-Unis

1.1.3 Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

1.1.4 Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est indirectement exposé aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 15% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de reporting interne mensuel du Groupe Rexel :

- L'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur du cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.
- L'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. De surcroît, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.5 Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Par ailleurs, les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Par ailleurs, le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite le compte de résultats de l'exercice précédent pour y intégrer l'effet des acquisitions et cessions de l'exercice en cours. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année

précédente, comme si l'exercice précédent avait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Par conséquent, les résultats comparables du premier semestre 2023 ont principalement été ajustés par les opérations suivantes :

Acquisitions	Secteur opérationnel	Date effective de consolidation	Période de consolidation de l'exercice précédent retraitée
Wasco	Europe	1 ^{er} septembre 2023	1 ^{er} janvier 2023 - 30 juin 2023
Talley	Etats-Unis	1 ^{er} juin 2024	1 ^{er} juin 2023 - 30 juin 2023

Cessions	Secteur opérationnel	Date effective de déconsolidation	Période de consolidation de l'exercice précédent retraitée
Activités en Norvège	Europe	28 février 2023	1 ^{er} janvier 2023 - 28 février 2023

Effets de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.4 Effets liés aux variations du prix du cuivre ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Effets de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- **En données comparables et à nombre de jours réels**, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- **En données comparables et à nombre de jours constant**, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- **En données comparables ajustées**, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

(en millions d'euros)	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023*
Résultat opérationnel	576,8	660,0
Autres produits et autres charges	5,6	25,1
Amortissement des actifs incorporels ⁽¹⁾	14,0	10,5
Effet de périmètre	—	30,6
Effet de change	—	(0,3)
EBITA	596,4	725,9
Effet non-récurrent lié au cuivre	(22,2)	6,8
EBITA Ajusté	574,2	732,6

(*) En données comparables

(1) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.

Rexel utilise également le résultat net récurrent comme indicateur afin de déterminer le niveau du dividende à distribuer, en accord avec sa politique de dividende : Rexel s'est engagé à verser un dividende à hauteur d'au moins 40 % du résultat net récurrent. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation du résultat net avec le résultat net récurrent :

(en millions d'euros)	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Résultat net (publié)	353,0	428,4
Effet non-récurrent lié au cuivre	(22,2)	6,8
Autres produits & charges	5,6	25,1
Effet d'impôt des éléments ci-dessus et autres effets d'impôts non récurrents	4,4	(5,1)
Résultat net récurrent	340,8	455,1

1.2 COMPARAISON DES RÉSULTATS AU 30 JUIN 2024 ET AU 30 JUIN 2023

1.2.1 Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les périodes closes au 30 juin 2024 et au 30 juin 2023, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

De plus, le tableau ci-dessous présente des données comparables retraitées de l'effet net des variations de périmètre et de l'effet des variations de change. Le tableau présente également des données comparatives ajustées de l'effet des variations du prix des câbles à base de cuivre conformément au paragraphe 1.1.4.

	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN			PERIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	2024	2023	Δ %	2024	2023*	Δ %
	Publié			Ajusté de l'effet non récurrent du cuivre		
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	9 629,7	9 763,0	(1,4 %)	9 629,7	10 025,3	(3,9 %)
<i>Variation à nombre de jours constant</i>						<i>(3,5 %)</i>
Marge brute	2 426,4	2 516,5	(3,6 %)	2 404,0	2 586,8	(7,1 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,2 %</i>	<i>25,8 %</i>		<i>25,0 %</i>	<i>25,8 %</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(1 646,3)	(1 651,2)	(0,3 %)	(1 646,1)	(1 681,8)	(2,1 %)
Amortissements	(183,7)	(169,8)	8,2 %	(183,7)	(172,3)	6,6 %
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(1 830,0)	(1 821,0)	0,5 %	(1 829,8)	(1 854,1)	(1,3 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(19,0 %)</i>	<i>(18,7 %)</i>		<i>(19,0 %)</i>	<i>(18,5 %)</i>	
EBITA	596,4	695,5	(14,3 %)	574,2	732,6	(21,6 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>6,2 %</i>	<i>7,1 %</i>		<i>6,0 %</i>	<i>7,3 %</i>	
Amortissement des actifs incorporels ⁽¹⁾	(14,0)	(10,5)	33,4 %			
Autres produits et charges	(5,6)	(25,1)	(77,6 %)			
Résultat opérationnel	576,8	660,0	(12,6 %)			
Frais financiers	(96,0)	(75,7)	26,9 %			
Résultat avant impôt	480,8	584,3	(17,7 %)			
Impôts sur le résultat	(127,8)	(155,9)	(18,0 %)			
<i>Taux d'impôt effectif</i>	<i>26,6 %</i>	<i>26,7 %</i>	—			
Résultat net	353,0	428,4	(17,6 %)			

(*) En données comparables.

(1) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2024, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 9 629,7 millions d'euros, contre 9 763,0 millions d'euros au premier semestre 2023.

En données publiées, le chiffre d'affaires a baissé de 1,4 % par rapport au premier semestre 2023, incluant :

- Un effet net positif des variations de périmètre s'élevant à 273,6 millions d'euros (2,8 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2023), résultant de :
 - L'acquisition de Wasco aux Pays-Bas (en septembre 2023) et Talley aux Etats-Unis (en juin 2024) ;
 - La cession des activités en Norvège (en février 2023).
- Un effet négatif de change de 11,2 millions d'euros (0,1 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2023).

En données comparables et à nombre de jours réels, le chiffre d'affaires a diminué de 3,9 %.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que les effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires :

	T1	T2	EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2024
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	(4,6 %)	(2,4 %)	(3,5 %)
Effet du nombre de jours	(1,5 %)	0,5 %	(0,5 %)
Croissance en données comparables et à nombre de jours réels (1)	(6,0 %)	(1,9 %)	(3,9 %)
Effet de périmètre	2,2 %	3,4 %	2,8 %
Effet de change	(0,5 %)	0,3 %	(0,1 %)
Total des effets périmètre et change	1,7 %	3,7 %	2,7 %
Croissance en données publiées	(4,5 %)	1,8 %	(1,4 %)

(1) Croissance en données comparables et à nombre de jours réels composés avec les effets de périmètre et de change

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 3,5 %, incluant des baisses des prix pour 1,5 % et des volumes pour 2,0 %. L'effet prix pour les produits non câbles a baissé de 0,6 %, principalement en raison de la déflation, et plus particulièrement, celle des panneaux solaires dans toutes les zones géographiques, des conduits en Amérique du Nord et de l'automatisation industrielle en Chine.

Par zone géographique, l'Amérique du Nord affiche une baisse de 1,0 %, l'Europe de 5,7 % et l'Asie-Pacifique de 1,6 %.

Les ventes des produits liés à l'électrification représentent 22,5 % des ventes du Groupe au premier semestre 2024, en baisse de 160 points de base ("bps") par rapport au premier semestre 2023.

Les ventes digitales représentent 31,2 % du chiffre d'affaires Groupe au premier semestre 2024, comparé à 28,4 % au premier semestre 2023, en données comparables.

Marge brute

Au premier semestre 2024, la marge brute s'est établie à 2 426,4 millions d'euros, en baisse de 3,6 % en données publiées par rapport aux 2 516,5 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2023.

Au premier semestre 2024, en données comparables, la marge brute ajustée s'établit à 25,0 %, en baisse de 84 bps par rapport à l'année précédente.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

Au premier semestre 2024, les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels se sont élevés à 1 830,0 millions d'euros par rapport aux 1 821,0 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2023 en hausse de 0,5 % en données publiées et en baisse de 1,3 % en données comparables et ajustées.

Les frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels ont représenté 19,0 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2024 comparé à 18,5 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2023.

EBITA

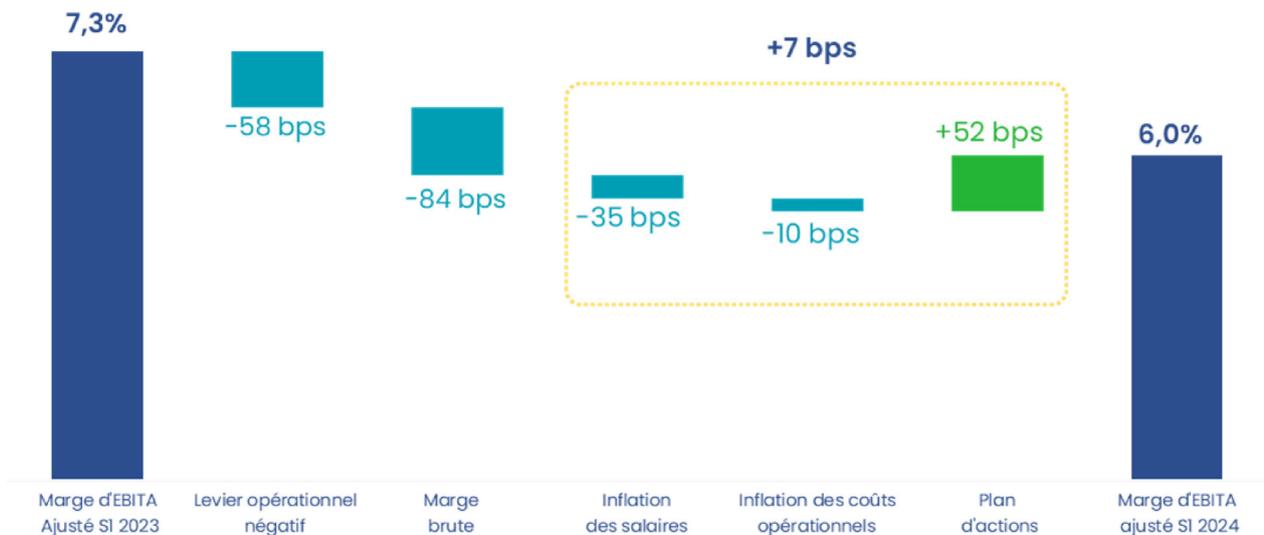
Au premier semestre 2024, l'EBITA s'est élevé à 596,4 millions d'euros en données publiées en baisse de 14,3 % par rapport au premier semestre 2023.

Au premier semestre 2023, l'EBITA incluait un effet périmètre positif de 4,4 % pour 30,6 millions d'euros et un effet de change stable de (0,3) millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 21,6 % pour s'établir à 574,2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023. La marge d'EBITA ajusté a diminué de 7,3 % au premier semestre 2023 à 6,0 % au premier semestre 2024. Dans un environnement plus difficile, cela représentait une résilience de la performance aidée par la diminution de 1,3 % des dépenses de distribution et administratives avant amortissement des actifs incorporels.

Plus précisément, l'évolution en base comparable s'explique comme suit :

- Une réduction du levier opérationnel de -58 bps reflétant la baisse des ventes de (3,9)% à jours courants.
- Une marge brute de 25,0%, en baisse de 84 bps par rapport au premier semestre 2023, qui était à un niveau exceptionnellement élevé (tiré par une la hausse des prix des produits non-câbles de +5,7% au premier semestre 2023).
 - Marge brute similaire à celle de fin 2023 (à 25,2% au second semestre 2023).
- Une gestion active des coûts opérationnels, nos propres initiatives compensant l'impact de l'inflation:
 - Un impact lié à l'inflation des coûts opérationnels de -45 bps s'expliquant par une inflation globale de +2,3%, dont +3,9% provenant de la hausse des salaires et +1,3% des autres coûts opérationnels ;
 - Un effet positif de +52 bps de nos plans d'actions, incluant les économies de coûts et les initiatives de productivité du premier semestre 2024.



Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2024, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 5,6 millions d'euros, comprenant principalement :

- 6,0 millions d'euros de coûts d'acquisition ;
- 5,2 millions d'euros de coûts de restructuration et d'intégration ; et
- 6,8 millions d'euros de gains sur la fin d'un contrat de location (4.0 millions d'euros) et de gain sur la cession d'actifs corporels et incorporels (2,8 millions d'euros).

Au premier semestre 2023, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 25,1 millions d'euros, comprenant principalement :

- 13,5 millions d'euros de perte de cession de l'activité norvégienne ;
- 7,0 millions d'euros de coûts d'acquisitions principalement liés à Wasco et Buckles-Smith ;
- 4,2 millions d'euros de coûts de restructuration et d'intégration.

Résultat opérationnel

Au premier semestre 2024, le résultat opérationnel s'est élevé à 576,8 millions d'euros en données publiées en baisse de 12,6 % par rapport à 660,0 millions d'euros au premier semestre 2023.

Résultat financier

Les charges financières nettes se sont établies à 96,0 millions d'euros au premier semestre 2024 (75,7 millions d'euros au premier semestre 2023), comprenant 30,9 millions d'euros liées aux charges d'intérêts des contrats de location (26,7 millions d'euros au premier semestre 2023).

Hors charges des contrats de location, les charges financières nettes se sont établies à 65,1 millions d'euros au premier semestre 2024, en augmentation de 16,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023 en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la dette brute.

Le taux d'intérêt effectif de la dette financière brute s'est élevé à 4,26 % (3,38 % en juin 2023), en hausse de 88 bps par rapport à l'an dernier

Impôt

Au premier semestre 2024, la charge d'impôt a diminué de 155,9 millions d'euros au premier semestre 2023 à 127,8 millions d'euros, résultant d'une baisse du revenu avant impôt.

Le taux d'impôt effectif s'est élevé à 26,6 % au premier semestre 2024 (26,7% au premier semestre 2023).

Résultat net

Le résultat net s'est élevé à 353,0 millions d'euros au premier semestre 2024 (428,4 millions d'euros au premier semestre 2023).

Le résultat net récurrent s'est élevé à 340,8 millions d'euros au premier semestre 2024 en baisse de 25,1 %, en raison d'une baisse de l'EBITA.

1.2.2 Europe (50,6 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN			PERIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	2024	2023	Δ %	2024	2023*	Δ %
	Publié			Ajusté de l'effet non récurrent du cuivre		
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	4 875,1	4 925,1	(1,0 %)	4 875,1	5 189,1	(6,1 %)
<i>Variation à nombre de jours constant</i>						<i>(5,7 %)</i>
Marge brute	1 305,8	1 366,0	(4,4 %)	1 295,7	1 430,1	(9,4 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,8 %	27,7 %		26,6 %	27,6 %	
Frais administratifs et commerciaux	(897,4)	(886,7)	1,2 %	(897,2)	(918,1)	(2,3 %)
Amortissements	(102,1)	(91,4)	11,7 %	(102,1)	(94,4)	8,2 %
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(999,6)	(978,1)	2,2 %	(999,3)	(1 012,5)	(1,3 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(20,5 %)</i>	<i>(19,9 %)</i>		<i>(20,5 %)</i>	<i>(19,5 %)</i>	
EBITA	306,3	387,9	(21,0 %)	296,4	417,6	(29,0 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,3 %	7,9 %		6,1 %	8,0 %	

(*) en données comparables

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2024, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 4 875,1 millions d'euros en données publiées, contre 4 925,1 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de 1,0 % par rapport à l'année précédente incluant :

- Un effet de change positif de 17,1 millions d'euros (0,3 % du chiffre d'affaires de la zone au premier semestre 2023), principalement due à la dépréciation de la Livre sterling contre l'euro ;
- Un effet net favorable des variations de périmètre de 246,9 millions d'euros (5,0 % du chiffre d'affaires de la zone au premier semestre 2023), principalement lié à l'acquisition de Wasco aux Pays-Bas.

En données comparables et à nombre de jours réels, le chiffre d'affaires a diminué de 6,1 %, incluant un impact calendaire défavorable de 40 bps.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 5,7 % par rapport au premier semestre 2023.

Les ventes ont été négativement impactées par un effet volume de 4,1 % lié à un effet de base élevé des produits solaires, et à un effet prix négatif de 1,6 %. Une légère amélioration s'est produite au deuxième trimestre, entraînée par un effet de base plus favorable sur l'électrification.

Les ventes digitales ont représenté 42,3 % des ventes au premier semestre 2024, (en hausse de 393 bps par rapport à l'année précédente).

Le tableau ci-dessous présente les principaux contributeurs aux ventes du secteur :

(en millions d'euros)	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	Δ %
	Publié	A nombre de jours constants
Europe	4 875,1	-5,7 %
France	1 869,0	-1,8 %
DACH*	1 137,9	-5,4 %
Benelux	813,7	-10,9 %
Pays Nordiques	416,1	-12,9 %
Royaume-Uni	409,2	-4,9 %

*Allemagne, Autriche et Suisse

En **France**, les ventes ont légèrement diminué de 1,8 % dans un environnement de marché difficile. La demande en électrification est restée impactée par le manque de visibilité sur la réglementation et un effet de base difficile, atténué par un élan positif sur le solaire.

Dans la région **DACH** et les pays **nordiques**, la baisse des ventes a reflété la normalisation de la demande en panneaux solaires. Ces deux régions ont bénéficié d'une amélioration séquentielle au deuxième trimestre, due à un effet de base plus favorable, notamment dans le photovoltaïque.

Au **Royaume-Uni**, la croissance des ventes a diminué de 4,9 %, en baisse de 2,9% après le retraitement de la contribution d'un grand projet public avec le Département de l'Éducation en 2023. Le nouveau centre de distribution automatisé, ouvert à mi-2023, a permis de gagner des parts de marché.

Marge brute

Au premier semestre 2024, en données comparables ajustées, la marge brute ajustée a enregistré une baisse de 9,4 %.

Le taux de marge brute ajustée a diminué de 98 bps pour atteindre 26,6 % des ventes, reflétant un environnement plus compétitif et de la déflation sur les panneaux solaires, avec une légère inflation sur les produits plus traditionnels.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux avant amortissements des actifs incorporels ont diminué de 1,3 % s'élevant à 20,5 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2024, comparé à 19,5 % au premier semestre 2023.

EBITA

En données publiées, l'EBITA s'est établi à 306,3 millions d'euros, en baisse de 21,0 % par rapport aux 387,9 millions d'euros au premier semestre 2023, incluant un effet de périmètre positif de 27,7 millions d'euros, et un effet positif de change de 0,8 millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 29,0 % et le taux d'EBITA ajusté s'est établi à 6,1 % du chiffre d'affaires, en diminution de 197 bps par rapport au premier semestre 2023.

1.2.3 Amérique du Nord (42,8 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN			PERIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	2024	2023	Δ %	2024	2023*	Δ %
	Publié			Ajusté de l'effet non récurrent du cuivre		
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	4 124,5	4 176,0	(1,2 %)	4 124,5	4 194,8	(1,7 %)
<i>Variation à nombre de jours constant</i>						(1,0 %)
Marge brute	1 007,3	1 025,9	(1,8 %)	995,0	1 035,8	(3,9 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	24,4 %	24,6 %		24,1 %	24,7 %	
Frais administratifs et commerciaux	(655,0)	(659,0)	(0,6 %)	(655,0)	(661,1)	(0,9 %)
Amortissements	(58,5)	(55,3)	5,8 %	(58,5)	(55,3)	5,9 %
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(713,5)	(714,4)	(0,1 %)	(713,5)	(716,4)	(0,4 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(17,3 %)	(17,1 %)		(17,3 %)	(17,1 %)	
EBITA	293,7	311,6	(5,7 %)	281,4	319,5	(11,9 %)
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	7,1 %	7,5 %		6,8 %	7,6 %	

(*) en données comparables

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2024, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 4 124,5 millions d'euros contre 4 176,0 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une baisse de 1,2 % en données publiées, incluant :

- un effet négatif des variations des taux de change pour 8,0 millions d'euros (0,2 % des ventes de la zone au premier semestre 2023), principalement lié à la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro ; et
- un effet positif des variations de périmètre de 26,7 millions d'euros (0,6 % des ventes de la zone au premier semestre 2023), lié à l'acquisition de Talley aux États-Unis.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 1,0 % par rapport au premier semestre 2023.

Les ventes ont bénéficié d'un effet volume de 0,2 % et d'un effet prix positif de 0,3 % sur les produits hors-câbles, compensé par un effet prix négatif de 1,5 % sur les produits câbles.

Les ventes digitales ont représenté 21,2 % du chiffre d'affaires en Amérique du Nord, en hausse de 198 bps par rapport à l'année précédente.

Le tableau ci-dessous présente les ventes du secteur par contributeur :

	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	Δ %
(en millions d'euros)		
	Publié	A nombre de jours constant
Amérique du Nord	4 124,5	(1,0 %)
Etats-Unis	3 380,6	(1,3 %)
Canada	743,9	0,3 %

Aux **États-Unis**, la baisse des ventes est due à la résilience des marchés non résidentiels et des automatismes industriels, compensée par une baisse des activités traditionnelles dans les bâtiments industriels.

Au **Canada**, les ventes ont bénéficié de la forte performance des projets du marché non-résidentiel, et dans certains segments industriels spécifiques (manufacturier et automobile).

Marge brute

Au premier semestre 2024, en données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 3,9 % et le taux de marge brute a diminué de 57 bps par rapport au premier semestre 2023, représentant 24,1 % du chiffre d'affaires, reflétant une légère déflation sur les panneaux solaires et les conduits.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux représentent 17,3 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2024, globalement stable comparés au 17,1 % du premier semestre 2023.

EBITA

En conséquence, au premier semestre 2024, l'EBITA s'est élevé à 293,7 millions d'euros contre 311,6 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une baisse de 5,7 % en données publiées, incluant un effet négatif de variation des taux de change de 0,6 millions d'euros compensé par un effet de périmètre positif de 3,0 millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 11,9 % par rapport au premier semestre 2023, la marge d'EBITA s'élève à 6,8 % du chiffre d'affaires, soit un recul de 79 bps, par rapport au premier semestre 2023.

1.2.4 Asie-Pacifique (6,5 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN			PERIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	2024	2023	Δ %	2024	2023*	Δ %
	Publié			Ajusté de l'effet non récurrent du cuivre		
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	630,0	661,8	(4,8) %	630,0	641,4	(1,8) %
<i>Variation à nombre de jours constant</i>						<i>(1,6) %</i>
Marge brute	113,3	124,5	(9,0) %	113,3	120,8	(6,3) %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>18,0 %</i>	<i>18,8 %</i>		<i>18,0 %</i>	<i>18,8 %</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(88,7)	(96,2)	(7,8) %	(88,7)	(93,4)	(5,0) %
Amortissements	(13,1)	(13,2)	(1,2) %	(13,1)	(12,9)	1,6 %
Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels	(101,8)	(109,5)	(7,0) %	(101,8)	(106,3)	(4,2) %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(16,2) %</i>	<i>(16,5) %</i>		<i>(16,2) %</i>	<i>(16,6) %</i>	
EBITA	11,5	15,1	(23,8) %	11,5	14,6	(21,4) %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>1,8 %</i>	<i>2,3 %</i>		<i>1,8 %</i>	<i>2,3 %</i>	

(*) en données comparables

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2024, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 630,0 millions d'euros contre 661,8 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de 4,8 % en données publiées, incluant un effet défavorable des variations de taux de change pour 20,4 millions d'euros (3,1 % du chiffre d'affaires de la zone au premier semestre 2023), principalement dû à la dépréciation du dollar australien et du yuan chinois par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 1,6 % par rapport au premier semestre 2023.

La performance des ventes inclut un effet volume positif de 0,8 % avec une forte reprise au deuxième trimestre et un effet prix négatif de 2,4 %.

Les ventes digitales ont représenté 10,4 % des ventes en Asie-Pacifique (en hausse de 323 bps par rapport à l'année précédente).

Le tableau ci-dessous met en évidence les principaux contributeurs aux ventes du secteur :

	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	Δ %
(en millions d'euros)	Publié	A nombre de jours constant
Asie - Pacifique	630,0	(1,6 %)
Australie	291,6	2,9 %
Nouvelle-Zélande	48,6	(11,1 %)
Chine	245,4	(5,4 %)
Inde	44,5	4,0 %

En **Australie**, les ventes ont été portées par les marchés résidentiels et commerciaux. Le pays se concentre davantage sur les ventes digitales avec le seuil de 20% presque atteint au deuxième trimestre. Le carnet de commandes reste solide, grâce à l'amélioration des services offerts aux clients.

En **Chine**, les ventes ont baissé de 5,4% principalement en raison de la situation temporaire de surcapacité, et d'une forte reprise au deuxième trimestre reflétant l'évolution plus favorable des volumes liés aux automatismes industriels.

Dans les autres pays :

Les ventes en **Nouvelle-Zélande** ont baissé de 11,1 % dans un environnement macroéconomique difficile.

Les ventes en **Inde** ont été améliorées par le marché industriel, atténuées au deuxième trimestre par les élections, qui se sont déroulées sur 6 semaines.

Marge brute

Au premier semestre 2024, en données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 6,3 % et le taux de marge brute s'est établi à 18,0 %, c'est-à-dire en diminution de 86 bps par rapport au premier semestre 2023, reflétant une déflation sur les produits d'automatisation industrielle.

Frais administratifs et commerciaux avant amortissement des actifs incorporels

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux avant amortissements des actifs incorporels ont diminué de 4,2 % par rapport au premier semestre 2023, représentant 16,2 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2024, soit une diminution de 41 bps par rapport à 2023.

EBITA

Au premier semestre 2024, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 11,5 millions d'euros, soit une baisse de 23,8 % par rapport au premier semestre 2023, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 21,4 % par rapport au premier semestre 2023. Le taux d'EBITA a diminué de 45 bps soit 1,8 % du chiffre d'affaires.

1.2.5 Autres activités

(en millions d'euros)	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	2024	2023	Δ %
	Publié		
Chiffre d'affaires	—	—	—
Marge brute	—	—	—
Frais administratifs et commerciaux	(5,2)	(9,2)	(44,0 %)
Amortissements	(10,0)	(9,8)	1,5 %
EBITA	(15,1)	(19,0)	(20,5 %)

Au premier semestre 2024, ces charges s'élèvent à 15,1 millions d'euros, en baisse par rapport aux 19,0 millions d'euros au premier semestre 2023, en raison de la diminution de projets non alloués hébergés au niveau central.

2. TRESORERIE ET CAPITAUX

2.1 FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant compare les flux de trésorerie de Rexel pour le premier semestre 2024 et le premier semestre 2023, ainsi qu'une réconciliation entre la trésorerie disponible avant et après intérêts et impôts.

(en millions d'euros)	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	2024	2023	Variation
Flux de trésorerie d'exploitation hors intérêts et impôts	740,4	827,0	(86,6)
Intérêts sur emprunts ⁽¹⁾	(58,9)	(44,4)	(14,5)
Impôts payés	(159,2)	(184,2)	25,0
Flux de trésorerie d'exploitation avant la variation du besoin en fonds de roulement	522,3	598,4	(76,1)
Variation du besoin en fonds de roulement	(227,5)	(402,7)	175,2
Flux nets des activités opérationnelles	294,9	195,7	99,1
Flux nets des activités d'investissement	(392,5)	(139,7)	(252,8)
<i>Dont investissements opérationnels ⁽²⁾</i>	<i>(56,9)</i>	<i>(74,5)</i>	<i>17,6</i>
Flux nets des activités de financement ⁽³⁾	(420,1)	(192,3)	(227,8)
Variation nette de la trésorerie	(517,7)	(136,3)	(381,4)
Flux de trésorerie d'exploitation avant intérêt et taxes	740,4	827,0	(86,6)
Remboursement des obligations locatives	(120,5)	(107,6)	(13,0)
Variation du besoin en fonds de roulement	(227,5)	(402,7)	175,2
Investissements opérationnels	(56,9)	(74,5)	17,5
Trésorerie disponible après investissement, avant intérêts et impôts	335,5	242,3	93,2
Intérêts sur emprunts	(58,9)	(44,4)	(14,4)
Impôts payés	(159,2)	(184,2)	25,0
Trésorerie disponible après intérêts et impôts	117,4	13,6	103,8

(1) Hors intérêts sur les dettes d'obligations locatives.

(2) Net des cessions.

(3) Incluant le remboursement des dettes d'obligations locatives.

2.1.1 Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté une ressource de 294,9 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 195,7 millions au premier semestre 2023.

- Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement sont passés de 827,0 millions d'euros au premier semestre 2023 à 740,4 millions d'euros au premier semestre 2024, conséquence d'une diminution de l' EBITA.
- Les intérêts payés ont augmenté, passant de 44,4 millions d'euros au premier semestre 2023 à 58,9 millions d'euros au premier semestre 2024, reflétant la hausse des taux d'intérêts et l'émission obligataire de 400 millions d'euros liée à des objectifs de développement durable en Septembre 2023.
- L'impôt payé sur le résultat a diminué de 25,0 millions d'euros, pour s'établir à 159,2 millions d'euros au premier semestre 2024 contre 184,2 millions d'euros au premier semestre 2023, suite à une baisse du résultat avant impôt.
- La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi de trésorerie 227,5 millions d'euros au premier semestre 2024 contre un emploi de 402,7 millions d'euros au premier semestre 2023 :
 - Les stocks nets ont représenté un emploi de 43,4 millions d'euros (emploi de 193,2 millions au premier semestre 2023) ;
 - Les créances nettes ont représenté un emploi de 315,9 millions d'euros (emploi de 317,6 millions au premier semestre 2023) ;

- Les dettes fournisseurs nettes se sont traduites par une ressource de 209,5 millions d'euros (ressource de 256,6 millions au premier semestre 2023) ; et
- La variation du besoin en fonds de roulement non opérationnel a représenté au premier semestre 2024 un emploi de 77,6 millions d'euros (emploi de 148,5 millions d'euros au premier semestre 2023).

Besoin en fonds de roulement

	AU 30 JUIN	
	2024	2023
Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires ⁽¹⁾ en données comparables	14,1 %	13,8 %
dont Besoin en fonds de roulement opérationnel	15,3 %	15,2 %
	Nombre de jours	Nombre de jours
Stocks nets	57,9	59,7
Créances clients nettes	48,1	46,4
Dettes fournisseurs nettes	51,8	53,3

(1) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, en données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est établi à 14,1 % au 30 juin 2024, soit une détérioration de 29 bps par rapport au 30 juin 2023.

2.1.2 Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle a représenté un emploi de 392,5 millions d'euros au premier semestre 2024 contre un emploi de 139,7 millions d'euros au premier semestre 2023.

(en millions d'euros)	PERIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(58,3)	(62,2)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	3,2	0,2
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	(1,8)	(12,5)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(56,9)	(74,5)
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(335,6)	(194,2)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	—	130,7
Flux nets des activités d'investissement financier	(335,6)	(63,5)
Variation nette des placements à long terme	0,1	(1,8)
Flux nets des activités d'investissement	(392,5)	(139,7)

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Les acquisitions d'immobilisations, nettes des cessions ont représenté un emploi de 56,9 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 74,5 millions d'euros au premier semestre 2023.

Au premier semestre 2024, les dépenses brutes d'investissement ont représenté 0,6 % des ventes et se sont élevées à 58,3 millions d'euros (62,2 millions d'euros au premier semestre 2023), principalement pour soutenir la transformation digitale, ainsi que la modernisation des chaînes logistiques et de la rénovation du réseau d'agences.

Acquisitions et cessions de filiales

La trésorerie nette provenant des investissements financiers a représenté un emploi de 335,6 millions d'euros au premier semestre 2024, reflétant l'acquisition de Talley (Etats-Unis), et pour un plus petit montant Mavisun (France).

Au premier semestre 2023, la trésorerie nette provenant des investissements financiers représente un emploi de 194,2 millions d'euros principalement lié aux acquisitions de Buckles-Smith (Etats-Unis) et LTL (Canada) et une ressource de 130,7 millions d'euros avec la cession des opérations en Norvège.

2.1.3 Trésorerie nette provenant des activités de financement

Au premier semestre 2024, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflétait un emploi net de 420,1 millions d'euros, comprenant principalement :

- 357,2 millions d'euros de distribution de dividendes ;
- 49,6 millions d'euros au titre des programmes de rachat d'actions ;
- 120,5 millions d'euros de remboursement au titre des obligations locatives ;

Partiellement compensé par :

- Un recours accru aux facilités de crédit, aux billets de trésorerie, et autres emprunts financiers pour 110 millions d'euros.

Au premier semestre 2023, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflétait un emploi de 192,3 millions d'euros, comprenant principalement :

- 362,3 millions d'euros de distribution de dividendes ;
- 42,3 millions d'euros au titre des programmes de rachat d'actions ;
- 107,6 millions d'euros de remboursement au titre des obligations locatives ;

Partiellement compensés par :

- Un recours plus important aux billets de trésorerie et aux autres emprunts financiers pour 305,2 millions d'euros.

2.2 SOURCES DE FINANCEMENT

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de programmes de titrisation et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2024, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 669,4 millions d'euros, en augmentation de 707,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023, et s'analysait ainsi :

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN 2024			AU 31 DÉCEMBRE 2023		
	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
Obligations	—	1 368,6	1 368,6	—	1 370,1	1 370,1
Titrisation	—	1 258,5	1 258,5	—	1 183,5	1 183,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	69,9	50,2	120,0	52,4	50,2	102,6
Billets de trésorerie	84,9	—	84,9	34,9	—	34,9
Obligations moyen terme	65,5	—	65,5	49,9	—	49,9
Concours bancaires et autres emprunts	69,8	—	69,8	93,5	—	93,5
Intérêts courus	9,8	—	9,8	9,6	—	9,6
Moins coûts de transaction	(2,7)	(11,7)	(14,3)	(2,0)	(10,8)	(12,8)
Total dettes financières et intérêts courus	297,3	2 665,6	2 962,8	238,3	2 592,9	2 831,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(416,9)			(912,7)
Intérêts courus à recevoir			(3,1)			(4,1)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière			31,2			29,6
Dettes liées aux acquisitions			95,4			17,4
Endettement financier net			2 669,4			1 961,5

Au 30 juin 2024, les liquidités du Groupe se sont élevées à 934,0 millions d'euros (1 470,6 millions d'euros au 31 décembre 2023), qui se répartissent ainsi :

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN	AU 31 DÉCEMBRE
	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	416,9	912,7
Découverts bancaires	(69,8)	(93,5)
Billets de trésorerie	(84,9)	(34,9)
Obligations à moyen terme	(65,5)	(49,9)
Contrat de crédit syndiqué	700,0	700,0
Lignes bilatérales	37,4	36,2
Liquidité	934,0	1 470,6

Contrat de crédit syndiqué

Le 23 janvier 2024, Rexel a mis fin de façon anticipée à son contrat de crédit syndiqué de 850 millions d'euros datant initialement du 15 mars 2013 puis amendé plusieurs fois - le dernier amendement datant du 29 juin 2023 et expirait en janvier 2025.

Simultanément, Rexel a signé un nouveau contrat de crédit syndiqué pour un montant de 700 millions d'euros avec les mêmes chefs de file. Le nouveau contrat expire le 22 janvier 2029 et peut être prolongé d'un ou deux ans sur option de Rexel. Les intérêts dépendent de (i) Euribor, (ii) une marge allant de 0,30% à 1,40% selon la notation de Rexel établie par les agences S&P et Moody's et (iii) d'autres éléments tels que les commissions d'engagement ou d'utilisation.

Selon les termes du contrat de crédit syndiqué, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du contrat de crédit syndiqué, s'est élevé à 1,92 au 30 juin 2024 (1,26 au 30 juin 2023).

Au 30 juin 2024, les notations de Rexel par les agences de notation financières étaient les suivantes :

Agence	Moody's	Standard & Poor's
Notation long terme	Ba1	BB+
Notation court terme		B
Perspectives	Stables	Stables

3. ACQUISITION EN COURS

Rexel a annoncé au premier trimestre 2024 avoir conclu un accord pour l'acquisition d'Itesa, un leader de la distribution de solutions de sécurité en France.

Itesa est bien positionné avec un réseau de 15 agences en France et a réalisé un chiffre d'affaires de 78 millions d'euros en 2023 grâce à une forte présence sur les segments de l'alarme et de la vidéo, représentant près de 75% de ses ventes.

La transaction reste soumise à l'Autorité Française de la Concurrence et devrait être finalisée au second semestre.

4. PERSPECTIVES

Dans un environnement plus complexe, marqué par des incertitudes politiques et un marché plus concurrentiel, **Rexel confirme ses objectifs annuels**, avec une croissance des ventes à jours constants et la marge d'EBITA ajusté attendues dans la partie basse de la fourchette initiale¹

- Une croissance des ventes à jours constants stable à légèrement positive, avec un effet de base élevé au S1
- Une marge d'EBITA² ajusté entre 6,3% et 6,6%
- Une conversion de free cash-flow³ supérieure à 60%

1 A périmètre et taux de change comparables

2 En excluant (i) l'amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et (ii) l'effet non-récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre

3 FCF avant intérêt et impôts / EBITDAaL

5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 2 juillet, Rexel a émis un accord Schuldschein de 200 millions d'euros avec 2 tranches :

- 80 millions d'euros arrivant à échéance le 2 juillet 2027
- 120 millions d'euros arrivant à échéance le 2 juillet 2029.

Le 10 juillet 2024, le Groupe a acquis Electrical Supplies Inc., un distributeur de produits électriques basé aux États-Unis. Electrical Supplies Inc. générant un chiffre d'affaires annuel de 55 millions de dollars.

II. États financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2024 (non audités¹)

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2024 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2024 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SOMMAIRE

<u>Compte de résultat consolidé (non audité)</u>	<u>25</u>
<u>Résultat global consolidé (non audité)</u>	<u>26</u>
<u>Bilan consolidé (non audité)</u>	<u>27</u>
<u>Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)</u>	<u>28</u>
<u>Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)</u>	<u>29</u>
<u>Notes annexes aux états financiers consolidés (non audités)</u>	<u>30</u>
1. Informations générales	<u>30</u>
2. Principales méthodes comptables	<u>30</u>
3. Modifications du périmètre de consolidation	<u>31</u>
4. Information sectorielle	<u>33</u>
5. Marge brute	<u>36</u>
6. Frais administratifs et commerciaux	<u>36</u>
7. Autres produits et autres charges	<u>38</u>
8. Charges financières nettes	<u>38</u>
9. Impôt sur le résultat	<u>38</u>
10. Résultats par action	<u>39</u>
11. Dividendes	<u>39</u>
12. Provisions et autres passifs non courants	<u>39</u>
13. Avantages du personnel	<u>40</u>
14. Dettes locatives	<u>40</u>
15. Endettement financier et gestion des risques financiers	<u>42</u>
16. Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers par catégorie	<u>46</u>
17. Saisonnalité	<u>47</u>
18. Passifs éventuels	<u>47</u>
19. Événements postérieurs à la période de reporting	<u>47</u>

Compte de résultat consolidé (non audité)

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
		2024	2023
Chiffre d'affaires	4	9 629,7	9 763,0
Coût des ventes		(7 203,3)	(7 246,4)
Marge brute	5	2 426,4	2 516,5
Frais administratifs et commerciaux	6	(1 844,0)	(1 831,4)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		582,4	685,1
Autres produits	7	6,8	0,9
Autres charges	7	(12,4)	(26,0)
Résultat opérationnel		576,8	660,0
Produits financiers		10,2	4,3
Coût de l'endettement financier		(61,3)	(40,7)
Autres charges financières		(44,9)	(39,3)
Charges financières (nettes)	8	(96,0)	(75,7)
Résultat net avant impôt		480,8	584,3
Impôt sur le résultat	9	(127,8)	(155,9)
Résultat net		353,0	428,4
<i>Dont attribuable :</i>			
<i>aux actionnaires de la société mère</i>		351,9	428,4
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>		1,1	—
Résultat net par action :			
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	10	1,17	1,42
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	10	1,17	1,42

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN		
	Note	2024	2023
Résultat net		353,0	428,4
Éléments destinés à être reclassés ultérieurement en compte de résultat			
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		6,1	6,0
Effet d'impôt		(1,6)	(1,6)
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger, net(te) d'impôt		4,5	4,5
Écarts de conversion		55,4	(67,8)
Effet d'impôt		(1,4)	4,2
Écarts de conversion, nets d'impôt		54,0	(63,6)
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		0,2	(1,5)
Effet d'impôt		(0,1)	0,4
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie, net(te) d'impôt		0,1	(1,1)
Éléments non reclassables ultérieurement en compte de résultat			
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	13	19,1	14,6
Effet d'impôt		(0,1)	0,6
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés, net(te)s d'impôt		18,9	15,2
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt		77,6	(45,0)
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt		430,6	383,3
Dont attribuable :			
<i>aux actionnaires de la société mère</i>		429,5	383,3
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>		1,1	—

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)

		AU 30 JUIN	AU 31 DÉCEMBRE
ACTIFS	Note	2024	2023
Goodwill		4 113,1	3 722,3
Immobilisations incorporelles		1 482,3	1 482,0
Immobilisations corporelles		355,2	354,5
Droit d'utilisation des actifs en location		1 293,2	1 232,5
Actifs financiers non courants		58,1	73,1
Actifs d'impôt différé		67,3	67,2
Total des actifs non courants		7 369,1	6 931,6
Stocks		2 495,7	2 386,4
Créances clients		3 029,3	2 623,8
Créances d'impôt courant		34,6	23,4
Autres actifs courants		762,3	771,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15.1	416,9	912,7
Total des actifs courants		6 738,9	6 718,0
Total des actifs		14 108,0	13 649,6

(en millions d'euros)

		AU 30 JUIN	AU 31 DÉCEMBRE
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	2024	2023
Capital social		1 508,7	1 503,6
Prime d'émission		583,2	589,0
Réserves		3 474,1	3 438,4
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		5 566,0	5 531,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle		4,8	0,1
Total des capitaux propres		5 570,8	5 531,1
Dettes financières non courantes	15.1	2 665,6	2 592,9
Obligations locatives non courantes	14	1 193,8	1 140,5
Provisions pour retraites et avantages assimilés	13	135,8	158,7
Passifs d'impôt différé		300,4	295,3
Provisions et autres passifs non courants	12	163,4	86,0
Total des passifs non courants		4 458,9	4 273,4
Dettes financières courantes	15.1	287,5	228,7
Intérêts courus	15.1	9,8	9,6
Obligations locatives courantes	14	230,8	221,4
Dettes fournisseurs		2 566,8	2 299,3
Dettes d'impôt exigible		14,9	33,9
Autres dettes courantes		968,4	1 052,2
Total des passifs courants		4 078,2	3 845,1
Total des passifs		8 537,2	8 118,5
Total des capitaux propres et des passifs		14 108,0	13 649,6

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)

		PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	Note	2024	2023
Résultat opérationnel		576,8	660,0
Amortissements, dépréciations et mises au rebut d'actifs		197,7	180,3
Avantages du personnel		(9,9)	(12,9)
Variation des autres provisions		(1,6)	(0,5)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		8,4	26,9
Intérêts financiers payés		(58,9)	(44,4)
Intérêts sur obligations locatives	14	(30,9)	(26,7)
Impôt payé		(159,2)	(184,2)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		522,3	598,4
Variation des stocks		(43,4)	(193,2)
Variation des créances clients		(315,9)	(317,6)
Variation des dettes fournisseurs		209,5	256,6
Variations des autres créances et autres dettes		(77,6)	(148,5)
Variation du besoin en fonds de roulement		(227,5)	(402,7)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		294,9	195,7
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(60,1)	(74,7)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,2	0,2
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	3.1	(335,6)	(194,2)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		—	130,7
Variation des placements à long terme		0,1	(1,8)
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(392,5)	(139,7)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
(Achats) / Ventes d'actions propres		(52,1)	(41,3)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	15.2	55,1	305,3
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	15.2	54,6	13,6
Remboursement des obligations locatives	14	(120,5)	(107,6)
Dividendes payés	11	(357,2)	(362,3)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(420,1)	(192,3)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15.1	912,7	895,4
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue		21,9	2,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15.1	416,9	761,9

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2023	NOTE	CAPITAL SOCIAL	PRIME D'ÉMISSION	RÉSULTATS ACCUMULÉS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVE DE NON CONVERSION	RÉSERVE DE COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE FUTURS	REVALORISATION DE LA DETTE NETTE DE PENSION	ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	TOTAL	INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Au 1^{er} janvier 2023		1 517,1	1 015,8	2 716,8	126,4	16,9	(111,2)	5 281,8	0,1	5 281,9	
Résultat net		—	—	428,4	—	—	—	428,4	—	428,4	
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(59,1)	(1,1)	15,2	(45,0)	—	(45,0)	
Résultat global de l'exercice		—	—	428,4	(59,1)	(1,1)	15,2	383,3	—	383,3	
Distribution de dividendes	11	—	(362,3)	—	—	—	—	(362,3)	—	(362,3)	
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		—	(10,0)	10,0	—	—	—	—	—	—	
Paielements fondés sur des actions		—	—	13,1	—	—	—	13,1	—	13,1	
Cession de participations		—	—	—	0,9	—	—	0,9	—	0,9	
(Achats) / Cessions d'actions propres		—	—	(41,5)	—	—	—	(41,5)	—	(41,5)	
Au 30 juin 2023		1 517,1	643,5	3 126,2	118,4	15,8	(95,3)	5 325,6	0,1	5 325,7	
POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2024											
Au 1^{er} janvier 2024		1 503,6	589,0	3 448,3	100,8	4,2	(114,8)	5 531,1	0,1	5 531,1	
Résultat net		—	—	351,9	—	—	—	351,9	1,1	353,0	
Autres éléments du résultat global		—	—	—	58,6	0,1	18,9	77,6	—	77,6	
Résultat global de l'exercice		—	—	351,9	58,6	0,1	18,9	429,5	1,1	430,6	
Distribution de dividendes	11	—	—	(357,2)	—	—	—	(357,2)	—	(357,2)	
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		5,1	(5,8)	0,7	—	—	—	—	—	—	
Paielements fondés sur des actions		—	—	14,7	—	—	—	14,7	—	14,7	
(Achats) / Cessions d'actions propres		—	—	(52,1)	—	—	—	(52,1)	—	(52,1)	
Achat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	—	3,7	3,7	
Au 30 juin 2024		1 508,7	583,2	3 406,4	159,3	4,3	(95,9)	5 566,0	4,8	5 570,8	

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes (non auditées)

1. Informations générales

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel S.A. et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe, dont le siège social est domicilié à Paris (France), s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, l'éclairage, la sécurité et la communication, le génie climatique, l'outillage, les énergies renouvelables et la gestion de l'énergie, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Chine, Australie et Nouvelle-Zélande).

2. Principales méthodes comptables

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024 et ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2024. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2024 sous le numéro D.24-0096.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details_fr).

Les présents états financiers résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 29 juillet 2024.

2.2 Bases de préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2024 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les principes et méthodes comptables sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2023 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2024. Le Groupe n'a pas adopté par anticipation des normes, interprétations ou amendements publiés et non encore applicables.

Plusieurs normes et amendements sont applicables pour la première fois en 2024, mais n'ont pas eu d'effet sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés :

- Passifs non courants avec clauses restrictives - Amendement à IAS 1 : clarifie le classement en courant ou non courant des dettes ou autres passifs financiers soumis à un covenant ;
- Réforme fiscale internationale — Pilier 2 (amendements à IAS 12) ;
- Passif locatif lors d'une cession-bail (amendements à IFRS 16) ;
- Accords de financement de fournisseurs (amendements à IAS 7 et IFRS 7).

3. Modifications du périmètre de consolidation

3.1 Acquisitions

Talley (Etats-Unis)

Le 3 juin 2024, Rexel a réalisé l'acquisition de la totalité des actions de Talley Inc., un leader de la distribution de produits et solutions d'infrastructure sans fil aux États-Unis, se renforçant de manière significative dans le secteur à croissance rapide de l'utilisation des données. Talley réalise un chiffre d'affaires d'environ 333 millions d'euros en exploitant 11 entrepôts.

La contrepartie transférée s'élève à 431,5 millions d'euros, incluant un complément de prix comptabilisé à sa juste valeur pour un montant de 77,0 millions d'euros en dette financière.

Dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition, le Groupe a comptabilisé un *goodwill* provisoire de 358,6 millions d'euros. L'évaluation des autres immobilisations incorporelles est en cours d'évaluation.

Mavisun (France)

En 2023, le Groupe a acquis une participation majoritaire de 51% dans Mavisun, une société française de distribution de panneaux photovoltaïques. Cet investissement a été consolidé à compter du 1^{er} janvier 2024. En 2023, il était présenté sur la ligne "Autres actifs financiers non courants" pour un montant de 14,1 millions d'euros.

Analyse de l'allocation du prix d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente l'allocation du prix d'acquisition relative aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés des entités acquises en 2024 :

(en millions d'euros)

Actifs nets acquis et contrepartie transférée	TOTAL
Droit d'utilisation des actifs en location	34,6
Autres immobilisations	0,9
Autres actifs non courants	0,7
Actifs courants	98,9
Dette financière nette	18,8
Autres passifs non courants	(4,0)
Obligations locatives	(34,6)
Passifs courants	(38,7)
Actifs nets acquis (hors goodwill acquis)	76,7
Goodwill acquis	369,1
Contrepartie transférée	445,9
Trésorerie acquise	(18,8)
Paievements différés	(77,0)
Décaissement de 2023 au titre de l'acquisition d'une société consolidée en 2024	(14,4)
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions en 2024	335,6

Les sociétés acquises ont contribué à hauteur d'environ 47,7 millions d'euros au chiffre d'affaires et 5,6 millions d'euros à l'EBITA de la date d'acquisition jusqu'au 30 juin 2024. Sur une base annuelle, le chiffre d'affaires des sociétés acquises représente environ 385 millions d'euros.

3.2 Acquisitions en cours

Rexel a conclu au cours du 1^{er} trimestre 2024 un accord pour l'acquisition d'Itesa, l'un des principaux distributeurs de solutions de sécurité en France.

Itesa est bien positionné avec un réseau de 15 agences en France et a généré un chiffre d'affaires de 78 millions d'euros en 2023 grâce à une forte présence sur les segments de l'alarme et de la vidéo, qui représentent près de 75% de ses ventes.

La transaction reste soumise à l'approbation des autorités françaises de la concurrence et devrait être finalisée au second semestre.

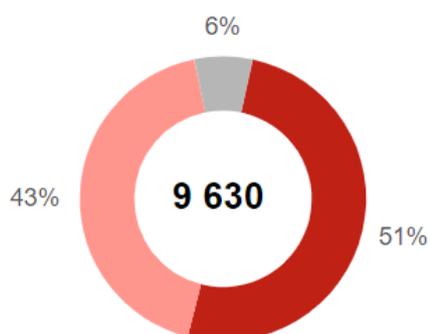
4. Information sectorielle

L'information sectorielle est organisée par zone géographique (Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique) conformément à l'organisation du reporting interne du Groupe.

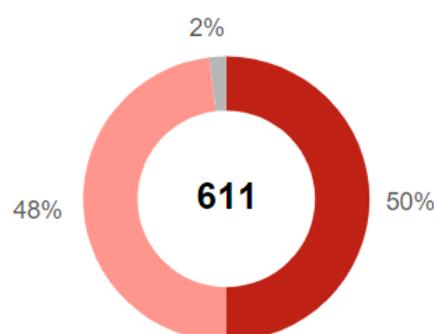
Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par le Directeur Général et le Directeur Financier du Groupe agissant en tant que principaux décideurs opérationnels conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Le chiffre d'affaires et l'EBITDA par secteur opérationnel se présentent comme suit pour le 1^{er} semestre 2024 :

CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions d'euros)
par secteur opérationnel



EBITA (en millions d'euros)
par secteur opérationnel



(en millions d'euros)

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	2024					
	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE-PACIFIQUE	TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	TOTAL CONSOLIDÉ
Ventes sur stock	4 680,6	2 650,4	610,9	7 942,0	—	7 942,0
Ventes directes	325,7	1 498,1	19,7	1 843,5	—	1 843,5
Ristournes, escomptes et services	(131,2)	(24,0)	(0,6)	(155,8)	—	(155,8)
Chiffre d'affaires hors groupe	4 875,1	4 124,5	630,0	9 629,7	—	9 629,7
EBITA ⁽¹⁾	306,3	293,7	11,5	611,5	(15,1)	596,4
AU 30 JUIN						
Besoin en fonds de roulement	1 239,5	1 230,6	203,1	2 673,1	72,0	2 745,1
Goodwill	2 129,0	1 889,6	94,5	4 113,1	—	4 113,1

(en millions d'euros)

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	2023					
	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE-PACIFIQUE	TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	TOTAL CONSOLIDÉ
Ventes sur stock	4 712,0	2 737,7	643,0	8 092,7	—	8 092,7
Ventes directes	353,5	1 463,0	18,8	1 835,3	—	1 835,3
Ristournes, escomptes et services	(140,4)	(24,7)	—	(165,1)	—	(165,1)
Chiffre d'affaires hors groupe	4 925,1	4 176,0	661,8	9 763,0	—	9 763,0
EBITA ⁽¹⁾	387,9	311,6	15,1	714,5	(19,0)	695,5
AU 31 DÉCEMBRE						
Besoin en fonds de roulement	1 062,0	1 114,7	186,9	2 363,6	60,4	2 423,9
Goodwill	2 135,0	1 493,6	93,7	3 722,3	—	3 722,3

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
EBITA	596,4	695,5
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(14,0)	(10,5)
Autres produits et autres charges	(5,6)	(25,1)
Charges financières (nettes)	(96,0)	(75,7)
Résultat net avant impôt	480,8	584,3

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	AU 30 JUIN	AU 31 DÉCEMBRE
	2024	2023
Besoin en fonds de roulement	2 745,1	2 423,9
<i>Goodwill</i>	4 113,1	3 722,3
Total des actifs et passifs alloués	6 858,2	6 146,2
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	3 535,2	3 351,3
Autres actifs non courants	3 188,7	3 142,1
Actifs d'impôt différé	67,3	67,2
Créances d'impôt courant	34,6	23,4
Autres actifs courants	3,9	4,9
Instruments dérivés	3,1	1,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	416,9	912,7
Total des actifs du Groupe	14 108,0	13 649,6

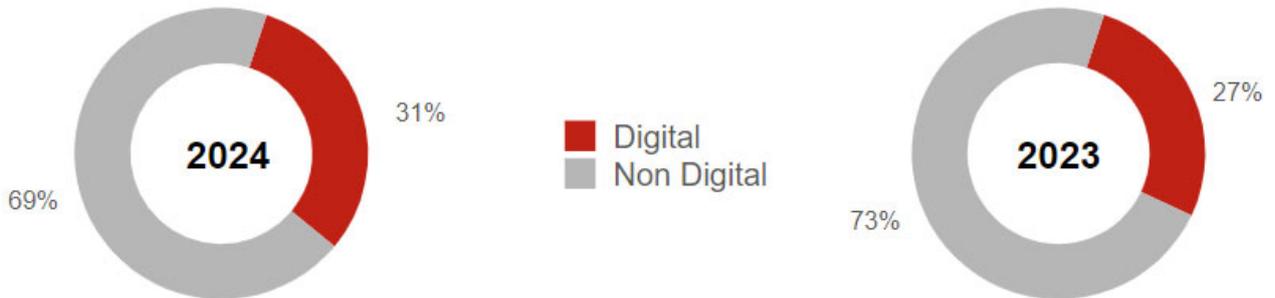
5. Marge brute

Les ventes domestiques et les ventes digitales du 1^{er} semestre se présentent comme suit:

Ventes domestiques



Ventes digitales*



*Ventes Web et EDI (Échange de données informatisé).

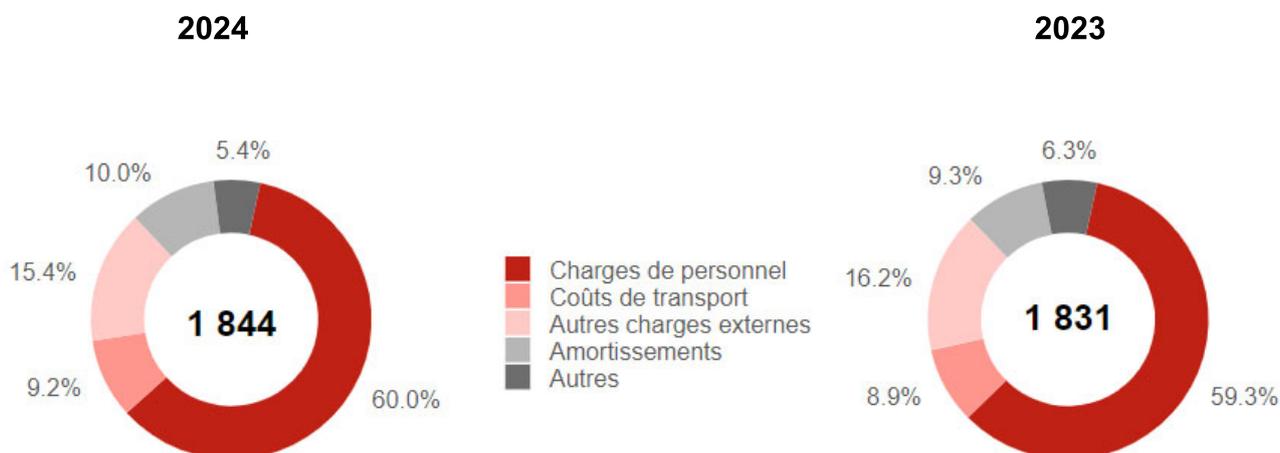
Ventes des produits d'électrification*



*Photovoltaïque, bornes de recharge des voitures électriques (EV), chauffage, la ventilation et air conditionné (HVAC) et automatisme industriel.

6. Frais administratifs et commerciaux

Les frais administratifs et commerciaux du 1^{er} semestre se présentent comme suit :



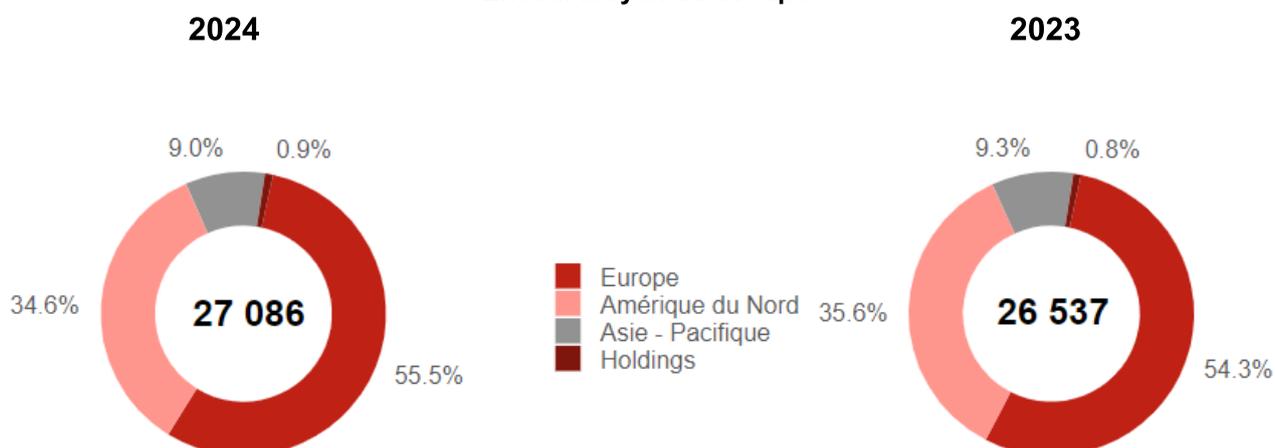
PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN

(en millions d'euros)		2024	2023
Charges de personnel		(1 107,1)	(1 086,1)
Coûts de transport		(169,6)	(162,1)
Autres charges externes	(1)	(284,6)	(297,2)
Amortissements	(2)	(183,7)	(169,8)
Charges d'occupation des locaux		(82,0)	(82,9)
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises		(14,0)	(10,5)
Créances irrécouvrables		(3,0)	(22,7)
Total des frais administratifs et commerciaux		(1 844,0)	(1 831,4)

(1) Comprend 69,0 millions d'euros de coûts de maintenance informatique et 39,6 millions d'euros d'honoraires en 2024 (respectivement 69,0 millions d'euros et 41,1 millions d'euros en 2023).

(2) Comprend 125,0 millions d'euros de charges d'amortissement du droit d'utilisation des actifs en location en 2024 (113,4 millions d'euros en 2023).

Effectif moyen du Groupe



Le tableau suivant présente l'effectif moyen par zone géographique :

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Europe	15 041	14 402
Amérique du Nord	9 355	9 453
Asie - Pacifique	2 443	2 459
Total des secteurs opérationnels	26 839	26 314
Holdings	247	223
Effectif moyen du Groupe	27 086	26 537

L'augmentation de l'effectif moyen du Groupe est directement liée aux acquisitions réalisées en Europe en 2023.

Paiements fondés sur des actions

Le 30 avril 2024, Rexel a mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions pour un nombre maximum de 2 022 660 actions. Au titre de ce plan, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans à partir de la date d'octroi du plan (30 avril 2027), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires.

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions suivantes :

Plan	Plan d'attribution d'actions de performance	Plan d'attribution d'actions de présence	TOTAL
Conditions d'acquisition	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur des objectifs financiers, des objectifs ESG, ainsi que sur la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers.	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance.	
Date de livraison	30 avril 2027	30 avril 2027	
<i>Juste valeur des actions à la date d'octroi du 30 avril 2024</i>	20,04	21,84	20,34
Nombre maximum d'actions attribuées au 30 avril 2024	1 681 580	341 080	2 022 660

7. Autres produits et autres charges

<i>(en millions d'euros)</i>	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	2,8	0,1
Gains sur clôture de contrats de location (1)	4,0	0,2
Autres produits opérationnels	—	0,6
Total des autres produits	6,8	0,9
Charges de restructuration (2)	(3,9)	(4,2)
Coûts d'intégration	(1,3)	—
Moins-values de cession des activités en Norvège	—	(13,5)
Coûts liés aux acquisitions (3)	(6,0)	(7,0)
Autres charges opérationnelles	(1,3)	(1,3)
Total des autres charges	(12,4)	(26,0)

(1) En 2024, gains sur clôture de contrats de location principalement aux États-Unis.

(2) En 2024, plans de transformation principalement au Royaume-Uni.

(3) En 2024, coûts liés principalement à l'acquisition de Talley (coûts liés principalement à l'acquisition de Wasco en 2023).

8. Charges financières nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	8,6	2,9
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	1,5	1,4
Total des produits financiers	10,2	4,3
Charges d'intérêts sur la dette (comptabilisée au coût amorti) (1)	(61,3)	(46,0)
Produits (charges) d'intérêts sur les dérivés de taux d'intérêt	0,3	5,4
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	(0,3)	(0,2)
Coût de l'endettement financier	(61,3)	(40,7)
<i>Gain / (perte) de change</i>	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>
<i>Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat</i>	<i>—</i>	<i>0,1</i>
Gain / (perte) de change net	0,4	1,4
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel	(4,5)	(4,4)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(30,9)	(26,7)
Autres (2)	(9,8)	(9,5)
Autres charges financières	(44,9)	(39,3)
Charges financières nettes	(96,0)	(75,7)

(1) Inclut principalement les charges d'intérêt sur les obligations pour 21,1 millions d'euros en 2024 (10,6 millions d'euros en 2023) et les intérêts sur la titrisation et l'affacturage pour 35,7 millions d'euros (28,6 millions en 2023).

(2) Essentiellement des charges d'intérêt relatives aux créances clients décomptabilisées.

9. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt estimé pour l'exercice 2024, appliqué au résultat avant impôts hors éléments non courants de la période intermédiaire. Le taux effectif d'impôt pour la période close le 30 juin 2024 s'établit à 26,6% (26,7% pour la période close le 30 juin 2023).

Au 30 juin 2024, l'effet des règles Pilier 2 sur la charge d'impôt du Groupe n'est pas significatif.

10. Résultats par action

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	351,9	428,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)	300 493	302 247
Résultat de base par action (en euros)	1,17	1,42
Actions potentielles dilutives (en milliers)	1 043	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)	301 536	302 247
Résultat dilué par action (en euros)	1,17	1,42

11. Dividendes

Les dividendes payés en numéraire sont comptabilisés en tant que dette au cours de la période où la distribution a été votée.

	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN	
	2024	2023
Dividende par action (en euros)	1,20	1,20
Dividendes versés en numéraire prélevé sur la prime d'émission (en millions d'euros)	357,2	362,3

12. Provisions et autres passifs non courants

<i>(en millions d'euros)</i>		AU 30 JUIN 2024	AU 31 DEC. 2023
Provisions		25,93	27,2
Instruments dérivés	(1)	33,76	32,9
Dettes liées aux acquisitions	(2)	95,43	17,4
Autres passifs non courants	(3)	8,29	8,4
Provisions et autres passifs non courants		163,42	86,0

(1) Dont les dérivés de couverture de la juste valeur des obligations pour un montant de 31,7 millions d'euros au 30 juin 2024 (30,0 millions d'euros au 31 décembre 2023).

(2) Relatif aux acquisitions de Talley et Mavisun.

(3) Comprennent les dettes relatives à la participation des salariés en France pour un montant de 8,3 millions d'euros (8,4 millions d'euros au 31 décembre 2023).

13. Avantages du personnel

Au 30 juin 2024 les principaux régimes à prestations définies du Groupe ont été actualisés. Cela concerne les plans de retraite au Canada, en Suisse et au Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et des écarts entre le rendement réel et prévisionnel des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 30 juin 2024 le gain actuariel avant impôt constaté dans le résultat global s'élève à 19,1 millions d'euros (comparé à un gain de 14,6 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2023). Ce gain résulte principalement de la variation des taux d'actualisation au 30 juin 2024, telle que présentée dans le tableau ci-dessous :

<i>Discount rate (in %)</i>	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023	Au 30 juin 2023
Royaume-Uni	5,25	4,50	5,25
Canada	4,90	4,60	4,90
Suisse	1,25	1,25	1,75

14. Dettes locatives

Le tableau ci-dessous présente la variation des dettes locatives au cours de la période :

<i>(en millions d'euros)</i>	2024	2023
Au 1er janvier	1 361,9	1 243,1
Variation de périmètre	34,6	11,6
Augmentations	129,2	139,0
Charge d'intérêts	30,9	26,7
Paielements	(151,4)	(134,3)
Écarts de conversion	19,4	(13,8)
Au 30 juin	1 424,6	1 272,3

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges comptabilisés dans le compte de résultat au titre des périodes closes le 30 juin 2024 et le 30 juin 2023 :

<i>(en millions d'euros)</i>	PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN		Classement dans le compte de résultat
	2024	2023	
Charges d'amortissement des droits d'usage	(125,0)	(113,4)	Amortissement (note 6)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(30,9)	(26,7)	Autres charges financières (note 8)
Charges locatives des contrats de location à court terme et à faible valeur	(9,4)	(9,5)	
Gain net à la suite de résiliation de contrat	4,0	0,2	Autres produits (note 7)
Montant total comptabilisé en compte de résultat	(161,3)	(149,5)	

15. Endettement financier et gestion des risques financiers

15.1 Endettement financier net

Au 30 juin 2024, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 2 669,4 millions d'euros et s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN 2024			AU 31 DÉCEMBRE 2023		
	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
Obligations	—	1 368,6	1 368,6	—	1 370,1	1 370,1
Titrisation	—	1 258,5	1 258,5	—	1 183,5	1 183,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	69,9	50,2	120,0	52,4	50,2	102,6
Billets de trésorerie	84,9	—	84,9	34,9	—	34,9
Obligations moyen terme	65,5	—	65,5	49,9	—	49,9
Concours bancaires et autres emprunts	69,8	—	69,8	93,5	—	93,5
Intérêts courus	(1) 9,8	—	9,8	9,6	—	9,6
Moins coûts de transaction	(2,7)	(11,7)	(14,3)	(2,0)	(10,8)	(12,8)
Total dettes financières et intérêts courus	297,3	2 665,6	2 962,8	238,3	2 592,9	2 831,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(416,9)			(912,7)
Intérêts courus à recevoir			(3,1)			(4,1)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière	(2)		31,2			29,6
Dettes liées aux acquisitions	(3)		95,4			17,4
Endettement financier net			2 669,4			1 961,5

(1) Dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 7,1 millions d'euros au 30 juin 2024 (7,2 millions d'euros au 31 décembre 2023).

(2) Les dérivés de couverture adossés à la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change.

(3) Comptabilisées en provisions et autres passifs non courant (voir note 12).

15.1.1 Obligations

Les principaux éléments des obligations se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	NOMINAL	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX D'INTÉRÊT	VALEUR COMPTABLE	
				AU 30 JUIN 2024	AU 31 DEC. 2023
Obligations liées au développement durable émises en novembre 2021	600,0	décembre 2028	2,125 %	600,0	600,0
Obligations liées au développement durable émises en mai 2021	400,0	juin 2028	2,125 %	368,6	370,1
Obligations liées au développement durable émises en septembre 2023	400,0	septembre 2030	5,250 %	400,0	400,0
TOTAL				1 368,6	1 370,1

15.1.2 Programmes de titrisation des créances commerciales

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « ad hoc », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « ad hoc » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou

douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2024, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les informations en lien avec les programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

PRINCIPAUX PROGRAMMES	Encours maximum autorisé		Montant des créances cédées		Sommes tirées		SOLDE D'U AU 30 JUIN	SOLDE D'U AU 31 DÉC	ÉCHÉANCE
							2024	2023	
	<i>(en millions de devises)</i>						<i>(en millions d'euros)</i>		
France	360,0	EUR	471,3	EUR	356,0	EUR	356,0	360,0	16/12/2026
Europe (hors France)	219,0	EUR	339,1	EUR	215,9	EUR	215,9	217,3	19/07/2025
Etats-Unis - Dette enregistrée au bilan	500,0	USD	834,0	USD	500,0	USD	467,1	452,5	03/08/2025
Etats-Unis - Financement hors bilan	225,0	USD	225,0	USD	225,0	USD	210,2	203,6	03/08/2025
Canada	225,0	CAD	313,7	CAD	221,7	CAD	151,1	153,7	19/01/2026
Australie	110,0	AUD	158,2	AUD	110,0	AUD	68,4	—	19/12/2026
TOTAL							1 468,6	1 387,1	
dont :									
							1 258,5	1 183,5	
							210,2	203,6	

Au 30 juin 2024, l'encours maximum autorisé par ces programmes de titrisation s'élevait à 1 478,0 millions d'euros et était utilisé en quasi totalité.

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

15.1.3 Contrats d'affacturage

En complément de ses programmes de titrisation de créances commerciales, Rexel a recours à des contrats d'affacturage en France et en Belgique, au terme desquels Rexel cède des créances commerciales au factor en contrepartie de trésorerie pour un financement maximum de 40 millions d'euros.

Au titre de ces contrats, le Groupe transfère le risque de crédit, le risque de retard de paiement au factor mais reste responsable du recouvrement de la créance pour le compte du factor.

Au 30 juin 2024, Rexel a décomptabilisé du bilan les créances commerciales cédées au factor pour un montant de 29,9 millions d'euros (31,4 millions d'euros au 31 décembre 2023). Le montant de trésorerie encaissée pour le compte du factor relative aux créances transférées a été comptabilisée en dettes financières pour un montant de 4,9 millions d'euros au 30 juin 2024 (6,1 millions d'euros au 31 décembre 2023).

15.1.4 Billets de trésorerie

Rexel gère un programme de billets de trésorerie de 300 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à six mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2024, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 84,9 millions d'euros (34,9 millions d'euros au 31 décembre 2023).

15.1.5 Obligations à moyen terme

Depuis 2023, Rexel a lancé un programme d'émission d'obligations à moyen terme d'un montant de 100 millions d'euros, avec des échéances fixes d'au moins douze mois, afin de diversifier sa base d'investisseurs et minimiser le coût de financement.

Au 30 juin 2024, Rexel a émis un montant d'obligations à moyen terme de 65,5 millions d'euros (49,9 millions d'euros au 31 décembre 2023).

15.1.6 Billets à ordre

Afin de couvrir son risque de crédit en Chine, le Groupe escompte sans recours auprès de divers établissements financiers des billets à ordre non échus émis par des banques (*Bank Acceptance Drafts*).

Les billets à ordre sont reçus des clients en règlement de créances commerciales. Rexel transfère les risques et avantages lors de l'escompte des billets à ordre.

Au 30 juin 2024, les billets à ordre escomptés non échus ont été décomptabilisés du bilan pour un montant de 73,0 millions d'euros (45,1 millions d'euros au 31 décembre 2023).

15.2 Variation de l'endettement net

Au 30 juin 2024 et au 30 juin 2023, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2024	2023
Au 1^{er} janvier	1 961,5	1 458,4
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	58,2	305,2
Coûts de transaction et de refinancement	(3,1)	—
Variation nette des lignes de crédit	55,1	305,2
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	54,6	13,6
Variation nette des dettes financières	109,7	318,9
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	517,7	136,3
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	1,9	(12,6)
Effet des acquisitions sur l'endettement brut	—	0,7
Amortissement des coûts de transaction	1,6	1,2
Dettes liées aux acquisitions	77,0	—
Reclassement en actifs destinés à être cédés	—	(1,6)
Autres variations	—	0,2
Au 30 juin	2 669,4	1 901,6

15.3 Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes financières à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de sa trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements de trésorerie relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

Au 30 juin 2024, les échéances contractuelles résiduelles relatives à l'endettement financier et aux instruments dérivés, y compris intérêts à payer, sont les suivantes :

(en millions d'euros)	ÉCHÉANCES						TOTAL
	UN AN	DEUX ANS	TROIS ANS	QUATRE ANS	CINQ ANS	AU-DELÀ	
Obligations	—	—	—	368,6	600,0	400,0	1 368,6
Titrisation	—	834,1	424,4	—	—	—	1 258,5
Autres	299,9	0,1	50,0	—	—	—	350,1
Dettes financières avant coûts de transaction	299,9	834,2	474,4	368,6	600,0	400,0	2 977,1
Intérêts dus relatifs à l'endettement financier	124,9	120,1	61,2	48,8	33,2	25,4	413,6
Intérêts dus (à recevoir) sur les dérivés	5,2	8,8	7,7	7,3	—	—	29,0
Total	430,0	963,1	543,3	424,7	633,2	425,4	3 419,7

Les obligations arrivent à échéance en 2028 et en 2030.

Au 30 juin 2024, le montant des liquidités du Groupe s'élevait à 934,0 millions d'euros (1 470,6 millions d'euros au 31 décembre 2023) en excédent comparé au montant des dettes exigibles à l'horizon de 12 mois et se décompose de la façon suivante :



Contrat de crédit syndiqué

Le 23 janvier 2024, Rexel a mis fin par anticipation à son contrat de crédit syndiqué de 850 millions d'euros, initialement daté du 15 mars 2013, ayant fait l'objet de plusieurs amendements, le dernier étant daté du 29 juin 2023 et expirant le 31 janvier 2025.

Parallèlement, Rexel a conclu un nouveau contrat de crédit renouvelable d'un montant global de 700 millions d'euros avec BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC Continental Europe, ING Bank N.V. French Branch, Natixis et Société Générale comme arrangeurs principaux et teneurs de livres mandatés. L'échéance de cette ligne de crédit est fixée au 22 janvier 2029 et peut être prolongée d'un ou deux ans selon le besoin de Rexel.

Autres financements

Rexel dispose d'une ligne de crédit bilatérale de 37,4 millions d'euros (40 millions de dollars américains) dont l'échéance est en juin 2027. Au 30 juin 2024, cette ligne n'était pas tirée.

Rexel dispose également d'une ligne de crédit de 50,0 millions d'euros avec la Banque de Chine qui arrive à échéance en septembre 2026. Au 30 juin 2024, cette ligne était intégralement tirée.

Les dettes fournisseurs, qui s'élèvent à 2 566,8 millions d'euros au 30 juin 2024 (2 299,3 millions d'euros au 31 décembre 2023), sont exigibles à moins d'un an et sont financées par les flux nets positifs de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

16. Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers par catégorie

Au 30 juin 2024, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	AU 30 JUIN 2024		AU 31 DECEMBRE 2023		Hiérarchie IFRS13
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture	8,3	8,3	9,2	9,2	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 368,6	1 324,7	1 370,1	1 354,7	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture	33,8	33,8	33,0	33,0	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les swaps de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

17. Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

18. Passifs éventuels

Pour la période close le 30 juin 2024, il n'y a pas eu d'évolution concernant les passifs éventuels présentés dans les états financiers au 31 décembre 2023 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

Le Groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de Rexel ou de l'une de ses filiales pour régler le litige et que le montant peut être estimé de façon fiable.

La principale procédure en cours est la suivante :

Enquête de l'Autorité de la Concurrence

Le 6 septembre 2018, des perquisitions ont été menées dans les locaux de Rexel dans le cadre d'une information judiciaire menée par un juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris. Cette enquête, menée avec le concours de l'Autorité de la Concurrence, porte principalement sur les mécanismes de formation des prix sur le marché de la distribution de matériel électrique.

Le 4 juillet 2022, Rexel a reçu une notification de griefs de l'Autorité de la concurrence. Les services d'instruction de l'Autorité estiment que Rexel aurait mis en œuvre, avec certains de ses fournisseurs, des pratiques ayant prétendument pour objet de restreindre sa liberté de déterminer ses prix de revente. La notification de griefs vise spécifiquement le mécanisme des dérogations, qui est une réduction de prix visant à offrir aux clients l'offre la plus compétitive. Le mécanisme des dérogations, transparent et connu de tous les acteurs du marché, est une pratique habituelle dans le monde de la distribution professionnelle de matériel électrique.

Dans le cadre de l'information judiciaire en cours, le groupe Rexel a été amené à constituer une garantie bancaire pour 20 millions d'euros et d'une garantie en numéraire pour 48 millions d'euros. Cette décision est une étape de la procédure d'instruction du dossier qui ne préjuge en rien de la culpabilité de Rexel.

Le 26 octobre 2023, les services d'instruction de l'Autorité ont adressé à Rexel un rapport qui maintient les griefs notifiés à Rexel et se réfère à son communiqué sur les amendes pour lister les différentes variables d'une sanction éventuelle. La multiplicité des variables utilisées et la marge de manœuvre du Collège de l'Autorité en la matière rendent impossible à ce jour l'évaluation d'un montant éventuel de sanction. Par ailleurs, le 10 janvier 2024, Rexel a déposé des observations en réponse à ce rapport aux termes desquelles elle maintient fermement sa position selon laquelle le système des dérogations ne constitue pas une entente ayant pour objet ou pour effet de fixer des prix de revente de Rexel. L'audience devant l'Autorité de la Concurrence a eu lieu les 4 et 5 juin 2024.

Aucune provision n'a été comptabilisée au 30 juin 2024.

19. Événements postérieurs à la période de reporting

Le 2 juillet, Rexel a signé un accord Schuldschein d'un montant de 200 millions d'euros en 2 tranches :

- 80 millions d'euros à échéance le 2 juillet 2027,
- 120 millions d'euros à échéance le 2 juillet 2029.

Le 10 juillet 2024, le Groupe a acquis Electrical Supplies Inc., un distributeur de produits électriques basé aux États-Unis. Electrical Supplies Inc. génère un chiffre d'affaires annuel de 55 millions de dollars.

III. Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS60055
92066 Paris La Défense

**Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle
(Période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024)**

Rexel S.A.

13, boulevard du Fort de Vaux
CS 60002
75017 Paris

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 juillet 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

Eric Jacquet

Agathe Labaquère

François Jaumain

IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

Attestation du responsable du rapport financier semestriel 2024

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 30 juillet 2024

Guillaume Texier
Directeur Général de Rexel